















PRÉFET
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR
DES TERRES AUSTRALES
ET ANTARCTIQUES
FRANÇAISES

Liberté
Égalité
Fraternité

2. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet du marché	Fourniture de produits pharmaceutiques
	N° du marché	2024002
	Forme du marché	Accord-cadre à bons de commande
	Allotissement	Non
	Tranches optionnelles	Non
	Clause sociale	Non
	Clause environnementale	Oui
	Durée du marché	2 ans reconductible tacitement 1 fois
	Forme des prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Oui
	Avance	Oui
	CCAG applicable	CCAG-FCS 2021

SOMMAIRE

ARTICLE 1	CHAMP D'APPLICATION - GENERALITES	4
ARTICLE 2	IDENTIFICATION DES PARTIES	4
2.1	ACHETEUR PUBLIC	4
2.2	TITULAIRE	4
2.3	REPRESENTATION DES PARTIES	4
ARTICLE 3	OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
3.1	OBJET ET CONTEXTE DU MARCHE	5
3.2	ALLOTISSEMENT	5
3.3	FORME DU MARCHE	5
ARTICLE 4	DUREE	5
4.1	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
4.2	DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	6
4.3	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	6
ARTICLE 5	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
5.1	LISTE DES PIECES PARTICULIERES	6
5.2	OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES GENERALES	7
ARTICLE 6	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	7
ARTICLE 7	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE – EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
7.1	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	8
7.1.1	<i>Les bons de commande</i>	8
7.1.2	<i>La périodicité et typologie des commandes</i>	8
7.1.3	<i>Quantités commandées</i>	9
7.1.4	<i>Substitution des fournitures commandées</i>	9
7.2	MODALITES DE LIVRAISON OU EXECUTION DES COMMANDES	10
7.2.1	<i>Lieu de livraison des commandes et exécution des prestations</i>	10
7.2.2	<i>Délai de livraison des commandes et exécution des prestations</i>	10
7.2.3	<i>Clause environnementale – Livraison complète</i>	11
7.2.4	<i>Colisage – étiquetage - emballage</i>	11
ARTICLE 8	CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE	12
ARTICLE 9	OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION	12
ARTICLE 10	TRANSFERT DE PROPRIETE	14
ARTICLE 11	MODALITES FINANCIERES	14
11.1	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	14
11.2	NATURE ET FORME DES PRIX	14
11.3	FINANCEMENT	14
11.4	CONTENU DES PRIX	14
11.5	MODALITES DE REVISION DES PRIX	15
11.5.1	<i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	15
11.5.2	<i>Formule de révision</i>	15
11.5.3	<i>Clause butoir</i>	16
11.5.4	<i>Réexamen de la clause de révision des prix</i>	16
11.6	AVANCE	16
11.7	REGLEMENT DES COMPTES	17
11.7.1	<i>Demande de paiement</i>	17
11.7.2	<i>Calcul du montant dû par l'Acheteur</i>	17
11.7.3	<i>Procédure de paiement</i>	17
11.7.4	<i>Délais de paiement</i>	18
11.7.5	<i>Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance</i>	18
11.8	PENALITES FINANCIERES	19
11.8.1	<i>Réfaction</i>	19

11.8.2	<i>Pénalité de retard</i>	19
11.8.3	<i>Autres pénalités</i>	19
ARTICLE 12	PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES	20
ARTICLE 13	CLAUSE DE REEXAMEN	20
13.1	DIMINUTION DU MONTANT MINIMUM DE L'ACCORD-CADRE	20
13.2	AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE.....	20
13.3	MODIFICATION DES FOURNITURES	21
13.3.1	<i>Modification des références produits</i>	21
13.3.2	<i>Intégration de nouvelles références</i>	21
ARTICLE 14	SOUS-TRAITANCE	21
14.1	DROIT A LA SOUS-TRAITANCE.....	21
14.2	PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT A L'AGREMENT.....	22
14.3	SOUS-TRAITANCE INDIRECTE	22
ARTICLE 15	RESILIATION DU MARCHE	22
15.1	RESILIATION SIMPLE A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR	22
15.2	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	23
15.3	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	23
ARTICLE 16	ASSURANCE	23
ARTICLE 17	FORCE MAJEURE	23
ARTICLE 18	CLAUSES DIVERSES	24
18.1	LANGUE ET UNITE MONETAIRE.....	24
18.2	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	24
18.3	NULLITE D'UNE CLAUSE – DIVISIBILITE DU MARCHE.....	24
18.4	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	24
18.5	CESSION - NANTISSEMENT	25
18.6	RESPONSABILITE.....	25
18.7	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	25
ARTICLE 19	ATTRIBUTION DE COMPETENCES	26
ARTICLE 20	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	26

Article 1 CHAMP D'APPLICATION - GENERALITES

Le contrat pour lequel s'applique le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est soumis au Code de la Commande Publique dans sa version en vigueur, pour les seules dispositions applicables aux Terres Australes et Antarctiques Françaises et plus généralement au Droit français.

Article 2 IDENTIFICATION DES PARTIES

2.1 ACHETEUR PUBLIC

Acheteur public (dénommé ci-après l'Acheteur ou les Taaf)	Terres Australes et Antarctiques Françaises 1 rue Gabriel Dejean 97 410 SAINT-PIERRE Tel.: + 262 (0)2 62 96 78 78 Adresse mail du service : service-achat@taaf.fr
Représenté par	La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises
Personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement ou à la cession de créance ¹	La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises
Comptable assignataire	Le directeur régional, administrateur des finances publiques Direction régionale des finances publiques Division des Réseaux - Gestion fiscale & Collectivités locales

2.2 TITULAIRE

L'attributaire (candidat individuel ou groupement d'entreprises) signataire du marché est désigné ci-après par le « Titulaire ».

Ses caractéristiques sont précisées à l'acte d'engagement.

2.3 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire et l'Acheteur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'Acheteur ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

L'Acheteur désigne d'ores et déjà, en sus de son représentant légal, les personnes occupant les fonctions suivantes pour le représenter durant l'exécution du marché :

- Secrétaire Général(e)
- Le personnel du Service médical des TAAF
- Le personnel du Service logistique des TAAF
- Le transitaire Schenker – uniquement pour la signature du bon de livraison

Tous les documents relatifs au présent marché et destinés au Titulaire sont adressés à l'adresse électronique ou au domicile élu de la personne désignée dans les conditions ci-dessus, ou en l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, à l'adresse électronique ou au domicile élu figurant à l'acte d'engagement.

¹ [Article R2191-60](#) du Code de la Commande Publique (CCP) relatif au nantissement ou à la cession de créance

Si le Titulaire est un Groupement d'entreprises, la personne physique désignée est membre de l'entreprise mandataire du groupement. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement et de chacun des intervenants.

En cas de modification de l'adresse électronique ou du domicile élu, le Titulaire en avertit le représentant de l'Acheteur par tout moyen permettant d'en attester la date et l'heure de réception.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'Acheteur en cours d'exécution du marché.

Article 3 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de produits pharmaceutiques et accessoires médicaux au service médical des Taaf aux fins de pouvoir approvisionner les districts des Taaf et y assurer les soins médicaux sur place.

A titre informatif, le volume moyen annuel de commande de l'Acheteur au cours des 4 derniers exercices budgétaires s'est élevé à 170 000€HT.

La consistance des prestations est décrite dans le présent document, le CCTP et les pièces financières.

3.2 ALLOTISSEMENT

La consultation ne fait l'objet d'aucun allotissement dès lors que cela aurait pour effet de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations en raison des contraintes techniques liées au colisage et au nombre de colis pouvant être acheminé sur les districts.

3.3 FORME DU MARCHÉ

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique **avec un minimum et un maximum en valeur** :

- Valeur minimum sur toute la durée initiale du marché : 200 000€HT
- Valeur maximum sur toute la durée initiale du marché : 600 000€HT

En cas de reconduction, ces montants s'appliqueront à l'identique pour toute la durée de reconduction de l'accord-cadre.

Article 4 DUREE

4.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre correspond à la durée pendant laquelle l'Acheteur pourra émettre des bons de commande.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa notification pour une durée de vingt-quatre (24) mois, renouvelable tacitement une (1) fois dans les mêmes conditions pour une nouvelle période de vingt-quatre (24) mois, soit une durée totale maximale de quatre (4) années.

La reconduction pourra être anticipée dès lors que le montant maximum de l'accord-cadre serait atteint avant l'expiration de la durée initiale de 24 mois.

Le Titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

Le cas échéant, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant d'en donner date certaine au plus tard un (1) mois précédant la date d'échéance de l'accord-cadre. Pour l'exercice de cette faculté, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au Titulaire.

4.2 DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les délais d'exécution des bons de commande sont précisés à l'article 7.2.2 du présent document.

Un délai différent pourra être mentionné sur le bon de commande lors de sa notification, sans pouvoir être inférieur au délai figurant à l'article précité, sauf accord exprès du Titulaire. Dans un tel cas, le délai figurant au bon de commande aura valeur contractuelle et prévaudra sur le délai mentionné à l'article 7.2.2 du présent document.

4.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Si une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire (fait de l'acheteur public, évènement ayant le caractère de force majeure...) fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels, une prolongation de ces délais pourra être accordé par l'acheteur public.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de 5 jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du bon de commande, dans le cas où le bon de commande arrive à échéance dans un délai inférieur à 5 jours calendaires. Il indique, par la même demande, à l'Acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'Acheteur dispose d'un délai de 15 jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le bon de commande concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

L'absence de réponse de l'Acheteur vaut refus de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

5.1 LISTE DES PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante (à savoir qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction entre elles, elles s'interpréteront dans cet ordre) :

1. L'acte d'engagement et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le Bordereau des prix unitaires valant Détail Quantitatif Estimatif, à l'exclusion de la colonne sur les quantités et de la colonne des totaux ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres dont l'exemplaire original conservé par l'Acheteur fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres dont l'exemplaire original conservé par l'Acheteur fait seul foi,
5. Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la publication du marché,
6. Les normes et règlements applicables aux prestations faisant l'objet du marché,
7. Le Mémoire Technique du titulaire.

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Toute clause limitative d'exécution ou de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Il est précisé que les éléments contenus dans l'offre technique du Titulaire constituent un engagement unilatéral du Titulaire vis-à-vis de l'Acheteur qui pourra en conséquence à tout moment exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans le Mémoire Technique. Le non-respect du Titulaire des dispositions contenues dans son Mémoire Technique est susceptible d'entraîner l'application de pénalités à son encontre.

En revanche, s'agissement d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation ou refus d'exécuter les prestations selon les prescriptions du marché. L'Acheteur, son représentant ou tout autre intervenant mandaté par l'Acheteur ne seront pas tenus de respecter les éventuelles obligations ou contraintes éventuellement mises à leur charge par le Titulaire dans son offre Technique.

Les exemplaires des pièces constitutives du marché conservés par l'acheteur public font seuls foi en cas de litiges.

Par ailleurs, il est précisé que les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables pour les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les différents documents contractuels du marché et lorsqu'elles prescrivent des règles contraires à celles applicables en matière de marché public ou moins favorables à l'Acheteur que celles prévues au présent marché.

5.2 OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES GENERALES

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés à l'article 5.1, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire a le devoir de connaître les mises à jour de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas de modification pendant la durée du contrat des normes ou règlement auxquels les pièces du marché se réfèrent ou intéressant son activité pour l'exécution du présent marché, le Titulaire doit en informer par écrit les Taaf dès qu'il est censé en avoir eu connaissance en sa qualité de professionnel.

Cette information doit préciser les incidences de cette évolution et les modifications éventuelles des termes du contrat à prévoir pour se conformer aux règles nouvelles. La décision des Taaf lui est notifiée dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'information du titulaire. A défaut de notification par les Taaf, la modification telle que proposée n'est pas prise en compte. La modification des termes du contrat pour se conformer aux règles nouvelles n'emporte pas un droit automatique à révision de sa rémunération pour le Titulaire.

En l'absence d'information du Titulaire, la modification éventuelle demandée par l'Acheteur est intégrée dans ses prestations de plein droit, sans incidence sur la rémunération du titulaire ni préjudice des pénalités susceptibles de lui être appliquées. Ces dispositions viennent déroger aux articles 5.2 (protection des données à caractère personnel, 6.2 (protection de la main d'œuvre et des conditions de travail) et 7.2 (environnement, sécurité et santé) du CCAG-FCS.

Article 6 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'Acheteur prévoit d'utiliser toutes les formes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur.

Article 7 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

7.1 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

7.1.1 Les bons de commande

Les bons de commande sont notifiés dans les conditions définies à l'article 6 du présent document.

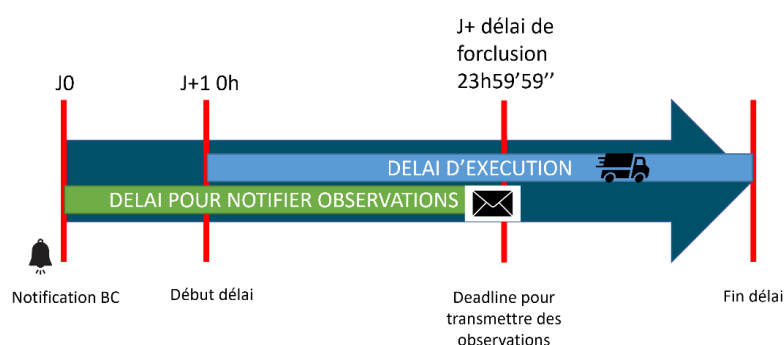
Chaque district fera l'objet de bons de commande distincts, à l'exclusion des commandes urgentes et de réassort définies ci-après qui pourront faire l'objet de commande unique pour l'ensemble des districts.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Numéro et intitulé de l'accord-cadre ;
- Numéro du bon de commande ;
- Date du bon de commande ;
- Désignation de la (des) fourniture(s) et/ou prestation(s) commandée(s) ;
- District concerné
- Nature de la commande (principale, réassort, urgente)
- Date butoir et lieu de livraison ;
- Prix unitaire HT et TTC par fourniture et/ou prestation ;
- Prix total HT et TTC ;
- La signature de la personne habilitée à engager l'acheteur.

Le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation, sauf décision contraire de l'Acheteur. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

En complément de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande ou, en cas de délai d'exécution inférieur, à minima trois jours avant l'expiration du délai contractuel, sous peine de forclusion.



Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

7.1.2 La périodicité et typologie des commandes

Les bons de commandes pourront être notifiés au Titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

L'Acheteur est susceptible de passer 3 catégories de commandes :

- Des commandes « principales » visant à réviser l'ensemble de la dotation de médicaments et/ou petits matériels médicaux sur les districts et impliquant un volume important de fournitures ;
- Des commandes de « réassort » avant et après chaque OP du Marion Dufresne et ponctuellement via tout autre moyen maritime ou aérien, permettant d'ajuster les stocks présents sur les districts selon les

- consommations effectuées depuis la dernière commande principale ;
- Des commandes « urgentes » via tout moyen maritime ou aérien permettant de ravitailler les districts.

Des délais spécifiques de livraison pour chacune des catégories de commande sont prévus à l'article 7.2.2 du CCAP.

Dans le cadre du présent marché, l'Acheteur prévoit de passer :

- Deux (2) commandes annuelles principales à livrer en mars et en octobre correspondant aux OP1 et OP3/MSLA (mission de soutien logistique antarctique) R0 acheminant les fournitures sur les districts ;
- Dix (10) commandes annuelles de réassort.
- Quatre (4) commandes annuelles urgentes.

Le nombre et la périodicité des bons de commandes indiqués ci-dessus sont donnés à titre indicatif et estimatif sans être limitatif ni pouvoir s'imposer à l'Acheteur.

L'Acheteur transmettra au Titulaire dans le délai d'1 mois à compter de la notification, puis chaque année à compter de son établissement, le calendrier prévisionnel des dates de départs du navire afin que celui-ci puisse optimiser la gestion de ses stocks et veiller à la disponibilité des références du BPU.

7.1.3 Quantités commandées

Aucune quantité minimum ou maximum ne saurait être imposée à l'Acheteur pour l'établissement de ses bons de commande, à l'exclusion des limites maximales prévues ci-après pour les commandes urgentes et de réassort.

Le Titulaire devra prendre en charge toutes les commandes qui lui seront notifiées, sans pouvoir invoquer une quantité minimum qui lui serait imposée par son ou ses fournisseur(s).

Le nombre de fournitures commandées ne saurait en revanche être supérieur à :

- En cas de commande de réassort : une quantité de 50 fournitures (est entendu comme fourniture tout produit référencé au BPU, quelle que soit la quantité commandée de cette fourniture), ;
- En cas de commande urgente : une quantité de 5 fournitures (est entendu comme fourniture tout produit référencé au BPU, quelle que soit la quantité commandée de cette fourniture).

L'Acheteur s'engage à une quantité maximale de 30 commandes de réassort et 15 commandes urgentes sur la durée initiale du contrat. En cas de reconduction cette disposition s'appliquera à l'identique pour la période reconduite.

En cas de dépassement du nombre de commandes de réassort ou urgentes, l'Acheteur prendra en charge le coût du fret aérien lorsque celui-ci est le seul moyen d'approvisionnement permettant de répondre à ses besoins, sous réserve d'acceptation expresse préalable du devis fourni par le Titulaire. Pour ce faire, le Titulaire devra également justifier, par tout moyen, de l'utilisation du fret aérien de manière exclusive pour la commande de l'Acheteur (production notamment d'une facture du transitaire mentionnant les fournitures objet du transit). En l'absence de justificatif conforme, le coût du fret aérien restera à la charge du Titulaire.

7.1.4 Substitution des fournitures commandées

En cas d'indisponibilité des fournitures prévues au BPU lors de la notification du bon de commande, le Titulaire devra proposer une solution de substitution au moins équivalente ou supérieure au plus tard 1 mois avant l'expiration du délai de livraison pour les commandes principales, 5 jours en cas de commande de réassort et 03 jours en cas de commande urgente, sans pouvoir imposer une majoration tarifaire à l'Acheteur.

Le prix de la référence substituée s'appliquera au produit de substitution.

Cependant, dans le cas où le produit de substitution bénéficierait d'un tarif préférentiel par rapport au produit substitué, le tarif préférentiel s'appliquera.

Dans le cas où l'indisponibilité d'une fourniture prévue au BPU est définitive, l'article 13.3.1 du présent document s'applique.

7.2 MODALITES DE LIVRAISON OU EXECUTION DES COMMANDES

7.2.1 Lieu de livraison des commandes et exécution des prestations

Les fournitures objet du présent marché destinées aux districts seront livrées majoritairement au transitaire dans ses entrepôts réunionnais à l'adresse suivante :

Transitaire Schenker Réunion - Le Port
4 bis rue Paul Verlaine
97420 Le Port
Tél : 02 62 42 20 16

Les livraisons pourront également avoir lieu dans tout aéroport ou port civil ou militaire basé sur l'île de la Réunion ainsi qu'au siège des TAAF.

Le lieu de livraison sera prévu au bon de commande. A défaut d'indication, la livraison est réputée devoir être effectuée chez le Transitaire.

NOTA BENE : Les produits de type stupéfiants et les médicaments à conserver au frais feront l'objet d'un conditionnement spécifique prévu l'article 2.1.1.b) du CCTP et devront être livrés à quai au jour fixé dans le bon de commande directement auprès d'un représentant du service médical des TAAF. Dans cette hypothèse, le Titulaire devra impérativement procéder à l'inscription préalable des colis sur le manifeste du service logistique des TAAF à la date mentionnée dans le bon de commande (délai moyen d'1 mois pour les commandes principales et délai minimal de 2 jours ouvrés avant la date de départ du navire en cas de commande de réassort ou urgente (hors Antarctique).

7.2.2 Délai de livraison des commandes et exécution des prestations

NOTA : Le fuseau horaire utilisé est celui de l'île de la REUNION (UTC +4)

Le Titulaire devra pouvoir livrer les commandes du lundi au samedi inclus, de 8h à 17h, hors jours fériés. Le Titulaire informera le service médical des TAAF de la date de livraison effective dès que celle-ci sera effectuée. Lorsque la livraison s'effectue chez le transitaire, le Titulaire devra s'assurer au préalable des jours et horaires d'ouverture. A titre indicatif, les livraisons chez le transitaire devront s'effectuer du lundi au vendredi (hors jours fériés) entre 8h00 et 15h00.

Le délai de livraison court à compter de la notification du bon de commande jusqu'à la livraison des fournitures au lieu indiqué à l'article 7.2.1 ou, le cas échéant, sur le bon de commande.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une seule et même livraison pour l'intégralité des fournitures commandées, dans les conditions définies à l'article 7.2.3 du présent document. Les livraisons partielles pourront être refusées par l'Acheteur, aux frais du Titulaire.

Lorsque la livraison se fait dans un lieu autre que le transitaire selon les prescriptions du bon de commande, le Titulaire devra respecter la date fixe de livraison mentionnée au bon de commande et ne pourra procéder à une livraison anticipée.

L'Acheteur pourra émettre des bons de commande dits « principaux », de « réassort » ou « urgents » :

Désignation	Délai	Point de départ du délai
Commande principale médicaments uniquement	2 mois	Notification du bon de commande
Commande principale tous produits	3 mois	
Commande de réassort	10 jours	
Commande urgente	5 jours	
Reprise des produits périmés	10 jours ou lors de la livraison de la commande de réassort post-OP	Date de livraison de la commande de réassort post-OP ou notification d'un bon de commande spécifique pour la reprise des produits périmés

Transmission du bilan de suivi des commandes	1 ^{er} jour ouvré du mois d'octobre de chaque année	
Transmission d'un état de colisage	<p>En cas de commande principale (hors Antarctique) : 1 mois avant la date de livraison mentionnée sur le bon de commande</p> <p>En cas de commande principale (Antarctique) : le 20 août de chaque année (selon bon de commande)</p> <p>En cas de commande de réassort ou urgente : 3 jours avant la date de livraison mentionnée sur le bon de commande</p>	

La nature « principale », de « réassort » ou « urgente » de la commande sera précisée dans le bon de commande correspondant. A défaut d'indication, la commande est réputée « principale ».

NOTA BENE :

S'agissant du district « Antarctique », en cas de retard de livraison après le départ du navire, le Titulaire prendra à sa charge le coût du fret aérien jusqu'au transitaire basé à Hobart ou à Christchurch selon les prescriptions de l'Acheteur, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 11.8 du présent document.

S'agissant des autres districts : en cas de retard de livraison après le départ du navire ou de l'avion acheminant les colis sur les districts, les Taaf pourront au choix, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 11.8 du présent document :

- mettre en demeure le Titulaire de reprendre les fournitures livrées à ses frais, cette décision valant annulation du bon de commande et rejet de la livraison, ou
- fixer une nouvelle date de livraison si les dates de péremption des fournitures commandées permettent toujours de répondre au besoin de l'Acheteur, le stockage des fournitures jusqu'à la nouvelle date de livraison étant assuré par le Titulaire ;

Quel que soit le district concerné, un tel manquement constitue un motif de résiliation pour faute du Titulaire.

Pour l'ensemble des districts : en cas de retard de livraison ne permettant plus une livraison chez le transitaire avant le départ du navire acheminant les fournitures vers les districts, le Titulaire devra obtenir l'acceptation expresse de l'Acheteur pour une livraison à quai, sous réserve de l'inscription préalable des colis sur le manifeste du service logistique des Taaf. Cette acceptation sera transmise par courriel au Titulaire par un représentant du service logistique ou médical des Taaf.

L'article 21.5 relatif au sursis de livraison n'est pas applicable au présent marché.

7.2.3 Clause environnementale – Livraison complète

Afin de réduire le coût carbone du transport, le présent marché prévoit un regroupement des livraisons :

- Les livraisons devront se faire à bon de commande complet, c'est-à-dire que l'intégralité de la commande doit être honorée en une seule livraison. Les livraisons partielles ne sont pas admises, sauf accord exprès de l'Acheteur. Est entendu comme livraisons partielles, les livraisons successives de fournitures pour une même commande. Il appartient au Titulaire de stocker l'ensemble des fournitures dans ses locaux jusqu'à la livraison de la commande complète avant l'expiration du délai de livraison. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas en mesure de livrer l'intégralité de la commande avant l'expiration du délai de livraison, il procède en tout état de cause à la livraison de l'ensemble des fournitures disponibles avant cette date en une seule fois ;
- Les bons de commande par district notifiés à la même date auprès du Titulaire devront également faire l'objet d'une seule et même livraison.

7.2.4 Colisage – étiquetage - emballage

Par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG-FCS, les emballages demeurent la propriété des Taaf.

Le colisage, l'étiquetage des contenants et emballages, ainsi que le contenu des bons de livraison sont déterminés dans le CCTP.

A minima, le bon de livraison remis au transitaire ou à toute autre personne habilitée par l'Acheteur indique :

- L'identification du titulaire ;
- La référence du marché et du bon de commande ;
- La date et lieu de livraison ;
- L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le cas échéant, l'identification des fournitures figurant au bon de commande et n'ayant pu être livrées ;
- Le district destinataire ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Article 8 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

Dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la notification du marché, le Titulaire désignera deux référents, interlocuteurs directs de l'Acheteur :

- Un référent administratif ayant la qualité de référent unique, interlocuteur direct de l'Acheteur pour la gestion administrative et financière du marché.
- Un référent technique qui sera chargé de centraliser et de piloter les prestations commandées, interlocuteur direct de l'acheteur pour la bonne réalisation du marché et pouvant répondre aux besoins de ce dernier.

Si l'une ou ces personnes ne sont en mesure de remplir leur mission, le Titulaire devra en aviser immédiatement l'Acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Il devra alors désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS et l'Acheteur pourra cependant le récuser dans les conditions du même article.

En complément de l'article précité, l'Acheteur se réserve le droit de récuser pendant toute la durée d'exécution du marché ceux des personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, inclus l'interlocuteur dédié nommément désigné. L'inadaptation du/des personnels sera constaté de plein droit en cas de manquement répété dans l'exécution de leurs prestations, notamment en cas de retard ou d'incomplétude dans les réponses apportées aux sollicitations de l'Acheteur ou d'erreurs lors de la livraison des prestations commandées. L'Acheteur pourra alors récuser le/les personnels concernés par courrier simple motivé adressé par voie électronique.

Le Titulaire proposera alors un remplaçant dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS et l'Acheteur pourra cependant le récuser dans les conditions du même article.

La récusation du personnel du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité ni à la prolongation automatique du délai d'exécution des prestations commandées.

Article 9 OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION

Le transitaire, ou toute personne habilitée par l'Acheteur, contrôle l'état quantitatif et qualitatif des colis en s'appuyant sur la commande des Taaf, l'état de colisage reçu et le bon de livraison du Titulaire.

Le transitaire, ou toute personne habilitée par l'Acheteur, peut émettre une réserve qu'il transmet dans un délai de **deux jours** après livraison aux Taaf :

- si la quantité de colis n'est pas conforme.
- Si l'état qualitatif du colis n'est pas conforme (intégrité et propreté du colis dont intégrité de l'emballage, du marquage, du code couleur)

Si la quantité n'est pas conforme, les Taaf peuvent accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le titulaire de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison dans un délai fixé dans la mise en demeure.

Si l'état qualitatif du colis n'est pas conforme, les Taaf peuvent accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le titulaire de reprendre le colis non conforme et de procéder de nouveau à la livraison.

Une fois le délai prescrit pour la reprise de l'excédent fourni ou pour le complément de livraison échu, les Taaf :

- Peuvent conserver l'excédent fourni sans rémunération supplémentaire pour le titulaire
 - ↳ Les Taaf prononcent l'admission sous réserve des vérifications qualitatives, le titulaire peut facturer l'intégralité de la livraison
- Accepter en l'état la livraison en opérant une réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées
 - ↳ Cette acceptation vaut admission sous réserve des vérifications qualitatives, le titulaire peut facturer l'intégralité de la livraison en intégrant la réfaction
- Pénaliser le titulaire pour retard jusqu'à livraison complète des fournitures
 - ↳ Une fois la livraison complétée, les Taaf prononcent l'admission sous réserve des vérifications qualitatives, le titulaire peut facturer l'intégralité de la livraison. Les Taaf intégreront la pénalité lors du paiement

A cette étape, seule la quantité de colis et leur intégrité ont pu être vérifiées. Les vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures contenues dans les colis ne pourront s'opérer qu'une fois accomplies les formalités suivantes :

- Les fournitures sont chargées sur le vecteur de transport retenu par les Taaf vers les districts.
- La durée du transport vers les districts est comprise entre 5 et 60 jours. Une fois transportés sur le district concerné, les colis sont ouverts.

Les Taaf peuvent procéder aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

L'ensemble des opérations de vérifications s'opère dans un délai de **150 jours** à compter de la livraison. En l'absence de décision dans ce délai, la livraison est admise sans réserve.

La décision lorsqu'elle est expresse peut prendre plusieurs formes :

- Admission sans réserve :
 - ↳ La livraison est admise
 - ↳ Le règlement réalisé au moment de l'admission sous réserve devient définitif
- Réfaction : La livraison n'est pas entièrement conforme mais peut être admise en l'état avec une réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et/ou des fournitures manquantes.
 - ↳ Les Taaf notifient au titulaire leur décision d'admettre avec réfaction la livraison
 - ↳ Dans un **délai de 15 jours**, le titulaire peut présenter ses observations. A défaut d'observation dans ce délai, la réfaction est réputée acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, les Taaf disposent ensuite de **quinze jours** pour lui notifier une nouvelle décision.²
 - ↳ Dans un délai de **dix jours** à compter de la nouvelle décision des Taaf, si les observations du Titulaire ne sont pas retenues et la décision avec réfaction maintenue, le Titulaire devra émettre un avoir au bénéfice des Taaf qui sera décompté lors du ou des prochain(s) bon(s) de commande. Les Taaf conservent le choix d'utiliser l'avoir ou d'émettre en lieu et place un titre de recette dans les conditions ci-après. Dans un tel cas les Taaf notifient au Titulaire son intention de ne pas utiliser l'avoir.
 - ↳ En l'absence de transmission d'un avoir conforme par le Titulaire à l'expiration du délai de 10 jours précité ou, le cas échéant, en cas d'abandon de l'avoir, les Taaf émettent un titre de recette à l'encontre du titulaire correspondant au montant de la réfaction décidée
- Rejet : La livraison ne peut pas être admise sans réserve en l'état, les Taaf informent le titulaire du rejet total ou partiel.
 - ↳ Les Taaf notifient au titulaire leur décision de rejeter la livraison ;
 - ↳ Dans un **délai de 15 jours**, le titulaire peut présenter ses observations. A défaut d'observation dans ce délai, le rejet est réputé accepté. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, les Taaf disposent ensuite de **quinze jours** pour lui notifier une nouvelle décision.³
 - ↳ Dans un délai de **dix jours** à compter de la nouvelle décision des Taaf, si les observations du Titulaire ne sont pas retenues et la décision de rejet maintenue, le Titulaire pourra émettre un avoir au bénéfice des Taaf, correspondant au montant de la livraison rejetée, qui sera décompté lors du ou des prochain(s) bon(s) de commande. Les Taaf conservent le choix d'utiliser l'avoir ou d'émettre en lieu et place un titre de recette dans les conditions ci-après. Dans un tel cas les Taaf notifient au Titulaire son intention de ne pas utiliser l'avoir.
 - ↳ En l'absence de transmission d'un avoir conforme par le Titulaire à l'expiration du délai de 10 jours

² A l'issu de ce délai, en l'absence de notification par les Taaf, l'admission est réputée sans réserve et sans réfaction

³ A l'issu de ce délai, en l'absence de notification par les Taaf, l'admission est réputée sans réserve et sans réfaction
CCAP 2024002_Fourniture de produits pharmaceutiques 13/26

précité ou, le cas échéant, en cas d'abandon de l'avoir, les Taaf émettent un titre de recette à l'encontre du titulaire correspondant au montant de la livraison rejetée et peuvent décider de passer une nouvelle commande portant sur des fournitures identiques ;

↳ Compte tenu des spécificités logistiques liées à la double insularité et à la nature des fournitures rejetées, seules celles pouvant être remises à la vente par le Titulaire lui seront restituées à quai lors du retour de la prochaine OP du Marion Dufresne. Les autres fournitures pourront être évacuées ou détruites par l'Acheteur sans indemnité pour le Titulaire.

- Ajournement : l'ajournement prévu à l'article 30.2 du CCAG-FCS ne peut pas être prononcé par les Taaf compte tenu des spécificités logistiques liées à la double insularité

Article 10 Transfert de propriété

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-FCS, le transfert de propriété s'opère au moment de la signature du bon de livraison et de l'admission sous réserve dans les locaux du transitaire ou par toute autre personne habilitée par l'Acheteur.

Article 11 MODALITES FINANCIERES

11.1 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Les prix de l'accord-cadre sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires

Le montant total maximal de l'accord-cadre est fixé à 600 000 €HT pour sa durée initiale (2 années), soit 1 200 000€HT sur toute la durée de l'accord-cadre, correspondant au montant maximum cumulé des bons de commande susceptibles d'être émis pendant la durée de l'accord-cadre.

11.2 NATURE ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées selon les prix unitaires figurant au bordereau des prix appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix sont fermes et révisables.

En cas de renouvellement de l'accord-cadre, les prix indiqués dans le bordereau des prix seront appliqués à l'identique sans préjudice de la clause de révision des prix.

11.3 FINANCEMENT

Le présent marché s'inscrit dans un projet financé par les fonds propres de l'Acheteur.

11.4 CONTENU DES PRIX

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS dont il sera fait application, les prix comprennent, outre la totalité des charges fiscales, parafiscales ou autres, y compris les taxes spécifiques éventuellement applicables aux départements d'outre-mer, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au colisage, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'article 18.2 du même CCAG, les marges pour risques et les marges bénéficiaires ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, et notamment :

- Les prix des prestations décrites dans les pièces du marché et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés ;
- Les frais d'assurances souscrites par le titulaire pour couvrir son activité professionnelle ;
- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire : le prix comprend également toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts, taxes ou autres, une marge pour risque et bénéfice, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;

- En cas de sous-traitance: le prix est également réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle des prestations confiées au sous-traitant ainsi que les conséquences d'éventuelles défaillances ;
- L'intégralité des prestations détaillées dans les annexes financières du marché jointes à l'acte d'engagement ;
- Le temps passé par prestation ;
- La mise à disposition éventuelle d'un logiciel de suivi des commandes ;
- L'élaboration et le suivi de toutes les correspondances nécessaires et liées à l'exécution des missions qui lui sont confiées ;
- Les frais administratifs.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution des prestations.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, tient compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans les pièces du marché.

Le Titulaire s'engage à appliquer à ces prix les remises générales ou les remises spécifiques habituellement pratiquées à l'égard de sa clientèle.

En cas de promotion exceptionnelle, le Titulaire en informe l'Acheteur et applique le tarif le plus avantageux pour l'Acheteur entre celui qui résulte des conditions normales d'exécution de l'accord-cadre, remise comprise, et celui qui résulte de la promotion sans remise.

Tous les prix sont établis en euros.

11.5 MODALITES DE REVISION DES PRIX

11.5.1 *Mois d'établissement des prix du marché*

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au premier jour du mois précédent la date de remise des offres établies dans les documents de la consultation. Ce mois est appelé mois m0.⁴

11.5.2 *Formule de révision*

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires sont révisables annuellement en hausse comme en baisse au 1^{er} jour ouvrable du mois de mai de chaque année à compter de l'année N+1 après notification, sous réserve des tarifs réglementés, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,10 + 0.60 (T_m/T_0) + 0,20 \times (I_m/I_0) + 0,10 \times (F_m/F_0)]$$

Où

P = le prix révisé ;

P₀ = le prix au mois zéro

T_m, F_m et I_m = la dernière valeur de l'index de référence publiée à la date de révision des prix.

T₀, F₀ et I₀ = Index de référence applicable au mois m0.

Puis, après chaque révision, les valeurs P, T_m, F_m et I_m deviennent les valeurs P₀, T₀, F₀ et I₀ de la révision suivante.

Les index de référence publiés sur l'INSEE sont les suivants⁵ :

⁴ En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois m0 correspondant au mois de notification de l'avenant au titulaire du marché.

⁵ Dans le cas de **disparition d'indice**, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre-elles.

Dénomination	Identifiant	Lien INSEE	Libellé de l'index
T	010763837	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763837	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 21.20 – Médicaments
I	010764153	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764153	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques (A38 CF, CPF 21)
F	010766681	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766681	Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 50.20 – Transport maritime et côtier de fret

Le Titulaire s'engage à fournir les nouveaux prix dans un délai de trois jours calendaires à compter de la demande formulée par l'Acheteur. Les prix ainsi révisés sont invariables pour toute la période concernée. Aucune variation provisoire ni rétroactivité ne sera effectuée.

Dans le cas où l'évolution du barème que le Titulaire applique à sa clientèle serait plus avantageuse que la formule de révision susvisée sur certains prix mentionnés au bordereau des prix, le Titulaire s'engage à appliquer pour ces prix ce nouveau barème à l'Acheteur pour toute la période concernée.

Une grille des prix révisés applicables pour toute l'année est transmise par le Titulaire à l'Acheteur, sans que cela n'ait besoin d'être formalisé par un avenant.

11.5.3 Clause butoir

Les prix révisés ne pourront s'appliquer chacun que dans la limite maximum d'une variation de 5% par an.

11.5.4 Réexamen de la clause de révision des prix

Dans l'hypothèse où la formule de variation des prix prévue ne serait plus adaptée en ce qu'elle ne serait plus représentative des coûts réels des prestations à exécuter, celle-ci pourra être soumise à réexamen à l'initiative du Titulaire après accord de l'Acheteur, en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

Il appartiendra au Titulaire de démontrer l'inadaptation de la formule à remplir la tâche pour laquelle elle a été choisie, à savoir la commune intention des parties de lui confier le rôle de refléter correctement la variation des coûts des prestations à exécuter.

Une telle inadaptation pourra résulter notamment d'une situation conjoncturelle ayant évolué brutalement.

La procédure de révision n'entraînera pas l'interruption du jeu normal de la formule de variation qui continuera à être appliquée jusqu'à l'achèvement de cette procédure, dans la limite de la clause butoir prévue à l'article précédent.

L'Acheteur reste libre d'accepter ou refuser le réexamen de la formule de variation des prix, selon les justificatifs apportés par le Titulaire.

11.6 AVANCE

Il est fait application de l'option B du CCAG-FCS.

Sauf renonciation du Titulaire lors de la remise de son offre, une avance de 30% sera ainsi versée sur chaque bon de commande « principal » dont le montant est supérieur à 30000€HT.

L'avance est versée dans les 30 jours qui suivent la notification du bon de commande concerné. Le Titulaire ne facture pas l'avance.

L'avance est remboursée lors du règlement du solde.

11.7 REGLEMENT DES COMPTES

11.7.1 *Demande de paiement*

Chaque bon de commande fera l'objet d'une demande de paiement spécifique et sera réglé en une seule fois.

Les demandes de paiement sont datées et établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché
- La désignation ainsi que la date de livraison des fournitures réparties par numéro de colis ou des prestations admises ;
- Le district concerné pour chaque numéro de colis
- Le détail des prix unitaires de chacune des fournitures réparties par colis ou prestations admises ;
- Le détail des fournitures commandées mais non livrées et leurs prix unitaires ainsi que le montant total du reste à livrer ;
- Le nombre de colis livrés ;
- Le montant total hors TVA des prestations admises avant actualisation ou révision et application de la réfaction ou pénalités le cas échéant ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, le montant de la réfaction et des pénalités appliquées, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le cas échéant, le montant des remises et promotions exceptionnelles du Titulaire ;
- Le cas échéant Le montant total final hors TVA après application des coefficients d'actualisation ou de révision, réfaction, pénalités, indemnités primes ou autres retenues, remises et promotions exceptionnelles ;
- Les éléments éventuellement assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- Le montant total final, toutes taxes comprises
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

11.7.2 *Calcul du montant dû par l'Acheteur*

Le montant des sommes dues par l'Acheteur est calculé selon les modalités d'admission de la commande :

- En cas d'admission sous réserve : le montant dû est celui de la commande minorée, le cas échéant, de la réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission sans réserve : le montant dû est celui de la commande minorée des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission avec réfaction : le montant dû est celui de la commande minorée de la réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission partielle avec rejet : le montant dû est celui de la commande minorée des livraisons rejetées et des éventuelles pénalités.

11.7.3 *Procédure de paiement*

La demande de paiement est transmise par l'intermédiaire du portail de facturation électronique Chorus Pro :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index



L'interface prévoit des tutoriels notamment à cette URL : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>



Les Taaf ont la possibilité de refuser toute demande de paiement lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.



La demande de paiement ne peut être valablement transmise avant l'admission sous réserve des Taaf.

Cette admission sous réserve est prononcée au plus tard **15 jours** après la livraison. En l'absence de décision transmise par les TAAF dans ce délai, les prestations sont réputées admises sous réserve et le Titulaire est autorisé à remettre sa demande de paiement.

Les Taaf acceptent ou rectifient la demande de paiement. Elles la complètent, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Elles arrêtent le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, elles notifient le montant ainsi arrêté au titulaire.⁶

11.7.4 Délais de paiement

Les paiements seront effectués dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les Taaf.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.⁷

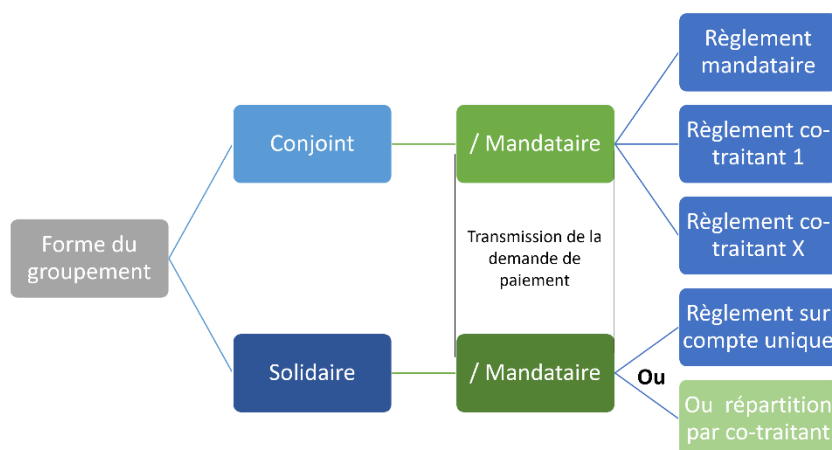
Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est également versée. Son montant est de 40€, conformément aux stipulations de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

11.7.5 Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

Il est fait application de l'article 12 du CCAG-FCS avec la précision ci-dessous.

En cas de groupement solidaire, les membres du groupement peuvent prévoir une répartition des paiements entre les membres du groupement et un règlement sur des comptes unique ou respectifs. Le mandataire peut ne pas être le seul gestionnaire du compte unique.

Seul le mandataire peut transmettre les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.



⁶ En cas de contestation sur le montant des sommes dues, les Taaf règlent les sommes qu'elles ont admises. Après résolution du désaccord, elles procèdent, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

⁷ Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.8 PENALITES FINANCIERES

11.8.1 Réfaction

Lorsqu'une prestation a été effectuée de manière défectueuse, il y a lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants.

En complément de l'article 30.3 du CCAG-FCS, les réflexions sont fixées selon les cas :

- Selon le montant de la fourniture non livrée, ou
- En pourcentage du montant du bon de commande et appliquées selon les modalités suivantes :

Nombre d'anomalies majeures	Taux de réflexion	Nombre d'anomalies mineures	Taux de réflexion
1	2%	1 à 3	Néant
2 à 4	5%	4 à 8	2%
5 à 8	10%	9 à 12	5%
9 et plus	L'Acheteur peut résilier le marché. A défaut, des réflexions peuvent être appliquées à hauteur d'un montant maximum de 30%	13 à 15	7%
		16 et plus	10%

La qualification « majeures » ou « mineures » des anomalies relève de la discrétion de l'Acheteur. En cas de contestation par le Titulaire, celui-ci formule ses observations dans les conditions définies à l'article 9 du présent document.

11.8.2 Pénalité de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est le suivant :

Retard constaté	Pénalité
Retard de livraison des fournitures	150 € par jour de retard jusqu'à la date de départ du navire ou de l'avion acheminant les fournitures vers les districts ET, le cas échéant, pénalité forfaitaire supplémentaire de 1000 € après le départ du navire ou de l'avion
Retard dans la reprise des produits périmés	50 € par jour de retard
Retard dans la production du bilan de suivi des commandes	50 € par jour de retard
Retard dans la production de l'état récapitulatif de colisage	100 € par jour de retard
Retard dans la production de tout document ou justificatif demandé par l'Acheteur	50 € par jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ne peut excéder 20% du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

11.8.3 Autres pénalités

Manquement	Pénalités
Violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	Application d'une pénalité égale à 5% du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur

Constat de non mise en œuvre de l'ensemble des mesures proposées dans le Mémoire technique	Pénalité forfaitaire de 100 € par manquement
Non-respect du lieu de livraison ou livraison à quai sans autorisation expresse préalable de l'Acheteur	Pénalité forfaitaire de 100 € par manquement
Substitution non autorisée d'une fourniture	Pénalité forfaitaire de 200 € par substitution non autorisée
Non-respect des dates limites d'utilisation optimale	Pénalité forfaitaire de 150€ par fourniture concernée
Autre manquement mineur	50 € par manquement constaté
Autre manquement majeur	200 € par manquement constaté

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

La qualification de manquement «majeur» ou mineur» relève de l'appréciation de l'Acheteur. En cas de contestation du Titulaire celui-ci présente ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du manquement par l'Acheteur. A défaut d'observation dans ce délai, la qualification du manquement est réputée acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, les Taaf disposent ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision quant à la nature du manquement constaté.⁸

Article 12 PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES

L'Acheteur n'entend pas confier au Titulaire dans le cadre du présent marché la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles pour son compte.

Article 13 CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties que, en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être modifié pour les causes et dans les conditions suivantes.

13.1 DIMINUTION DU MONTANT MINIMUM DE L'ACCORD-CADRE

Le montant minimum de l'accord-cadre pourra être réduit dans les cas suivants :

- Diminution de 30 % du nombre moyen annuel de personnel affecté aux districts sur la durée initiale (ou reconduite) du marché : le montant minimum de l'accord-cadre sera réduit dans un pourcentage égal à celui de la diminution du nombre de personnel ;
- Impossibilité d'assurer a minima, sur la durée initiale (ou reconduite) du marché, 2 rotations d'acheminement des fournitures vers les districts pour une cause indépendante de la volonté de l'Acheteur : le montant minimum de l'accord-cadre sera réduit dans un pourcentage égal à celui de la diminution du nombre de rotations effectuées (sur la base prévisionnelle de 8 rotations sur deux années) ;

13.2 AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE

Le montant maximum de l'accord-cadre pourra être augmenté dans les cas suivants :

- Augmentation de 30% du nombre moyen annuel de personnel affecté aux districts sur la durée initiale (ou reconduite) du marché : le montant maximum de l'accord-cadre sera augmenté dans un pourcentage égal à celui de l'augmentation du nombre de personnel ;
- Apparition d'une épidémie non prévisible sur l'un ou plusieurs des districts (hors épidémies saisonnières type grippe) : le montant maximum de l'accord-cadre sera augmenté du montant correspondant à l'acquisition des fournitures nécessaires à la prise en charge de l'épidémie ;
- Intégration de plus de 30 nouvelles références dans les conditions définies à l'article 13.3.2 : le montant

⁸ A l'issu de ce délai, en l'absence de notification par les Taaf, les observations du Titulaire seront réputées ne pas être prises en compte.

maximum de l'accord-cadre sera augmenté du montant estimatif total de ces nouvelles références par application des prix unitaires aux quantités estimées par l'Acheteur.

- Disparition ou perte d'un ou plusieurs stocks sur district quelle qu'en soit la cause (vol, destruction ou détérioration du lieu de stockage, altération des conditions de conservation, etc.): le montant maximum de l'accord-cadre sera augmenté du montant correspondant aux produits disparus ou perdus sur la base de l'inventaire tenu par les Taaf.

13.3 MODIFICATION DES FOURNITURES

13.3.1 *Modification des références produits*

En cas de disparition ou substitution des références mentionnées au Bordereau des prix unitaires pour des raisons extérieures à la volonté du Titulaire, les Parties pourront intégrer de nouvelles références en lieu et place de celles-ci et poursuivant le même effet.

Le Titulaire présentera les prix de chacune des nouvelles références souhaitées selon l'unité demandée par l'Acheteur et pourra proposer de la même manière tout produit jugé équivalent.

Les références et prix acceptés par l'Acheteur seront contractualisés par voie d'avenant.

13.3.2 *Intégration de nouvelles références*

En cas d'évolution des produits mis sur le marché et/ou des recommandations médicales, l'Acheteur pourra intégrer des références supplémentaires au sein du BPU.

Le Titulaire présentera les prix de chacune des nouvelles références souhaitées selon l'unité demandée par l'Acheteur et pourra proposer de la même manière tout produit jugé équivalent.

Les références et prix acceptés par l'Acheteur seront contractualisés dans le BPU par voie d'avenant. En cas de références destinées à une commande ponctuelle et n'ayant pas vocation à être renouvelée ou inscrite dans les inventaires de l'Acheteur, notamment dans le cas d'un traitement spécifique d'un hivernant sur district ou du traitement d'une pathologie ponctuelle, ces références seront inscrites dans un BPU annexe.

Article 14 **SOUS-TRAITANCE**

14.1 DROIT A LA SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 CCAG-FCS et aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique ainsi qu'aux dispositions auxquelles il est renvoyé, le Titulaire n'est habilité à sous-traiter que l'exécution des prestations de services associées prévues au CCTP. Les prestations portant sur la livraison des fournitures ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

Sous réserve des dispositions susvisées, le titulaire peut sous-traiter en cours de marché l'exécution de certains services, **à condition d'avoir obtenu préalablement de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

La sous-traitance autorisée provoque obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Dans tous les cas, le Titulaire reste entièrement responsable vis-à-vis de l'Acheteur de l'exécution du service sous-traité et du respect de la convention.

Pour l'exécution des services sous-traités, le ou les sous-traitants seront soumis à l'instar du **Titulaire**, à toutes les clauses du présent marché.

Le Titulaire se doit par ailleurs de respecter toutes les conditions légales et réglementaires qui s'imposent à lui dans le cadre du choix et du conventionnement avec d'éventuels sous-traitants.

14.2 PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT A L'AGREMENT

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes seront réalisées selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG -FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial une attestation sur l'honneur de son sous-traitant :

- De n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 11 du Code de la Commande Publique
- D'être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du Titulaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire du marché (article 41.1 et 45 du CCAG-FCS)⁹.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS, les Taaf notifieront, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de la déclaration de sous-traitance qui lui revient.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

14.3 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE

La sous-traitance indirecte est également autorisée selon les modalités fixées par l'article 3.6 du CCAG-FCS. En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire **accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct**.¹⁰

Article 15 RESILIATION DU MARCHE

Il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS avec les précisions suivantes.

15.1 RESILIATION SIMPLE A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR

Si l'Acheteur décide de la cessation définitive de la mission du Titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être motivée et notifiée au Titulaire dans un délai minimal d'1 mois avant la prise d'effet de la décision de résiliation.

La fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

L'acheteur versera une indemnité de résiliation de 5 % du montant du marché correspondant au montant minimum visées à l'article 3.3 du présent document, après déduction des commandes déjà effectuées et admises.

⁹ Sans préjudice de l'application du chapitre 7 du CCAG-FCS, l'intervention d'un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement déclaré et accepté expose le titulaire à une retenue sur acomptes couvrant le montant des prestations irrégulièrement sous-traitées.

¹⁰ Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur public un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant de l'acheteur public empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-FCS relatifs à la résiliation du marché.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis et non encore réalisés par le Titulaire, sans indemnité au profit de ce dernier.

15.2 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation prononcée pour l'un des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, et par dérogation à l'article 43 du CCAG-FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par l'Acheteur, est rémunérée avec un abattement de 10%.

La notification du décompte sera faite conformément à l'article 43.5 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, en dehors des cas prévus au CCAG-FCS, l'Acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre ou refus de paiement des pénalités de retard sans motif valable à l'appréciation de l'Acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis et non encore réalisés par le Titulaire.

15.3 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant minimum initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2% du montant du marché correspondant au montant minimum visées à l'article 3.3 du présent document, après déduction des commandes déjà effectuées et admises.

Les autres dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS sont applicables.

Article 16 ASSURANCE

Le titulaire doit justifier d'une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers et des Taaf, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.¹¹

Article 17 FORCE MAJEURE

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre de l'accord-cadre qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs, sous réserve du respect des dispositions du Code de la commande publique.

¹¹ Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation ou au plus tard lors de la demande des pièces prévues aux articles R2143-6 et suivants, R2143-11 et suivants et R2144-1 et suivants du CCP, conformément aux dispositions du règlement de la consultation relatif au présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers et des Taaf, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation de l'acheteur public.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier l'accord-cadre, sous réserve du préavis de quinze (15) jours, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite adressée à l'autre Partie en lettre recommandée avec accusé de réception postal ou électronique.

Au jour de la prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondants aux factures déjà émises mais non payées, seront dues au Titulaire.

Article 18 CLAUSES DIVERSES

18.1 LANGUE ET UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire de règlement du présent marché est l'Euro.

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. De manière générale, l'ensemble des communications écrites ou orales s'effectue en français.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français par un traducteur assermenté. A défaut, le document ne pourra avoir valeur contractuelle.

18.2 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur, **sans** demande expresse de ce dernier, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Attestation de fournitures des déclarations sociales et de paiement des cotisations (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) – article L 243-15 du code de la Sécurité Sociale.
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5-2° (Titulaire établi ou domicilié en France) ou D.8222-7 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail

Le Titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le Titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse mentionnée à l'article 1.3 ou via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur.

18.3 NULLITE D'UNE CLAUSE – DIVISIBILITE DU MARCHE

Dans l'hypothèse où une stipulation du présent contrat serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, une telle illécéité, nullité ou inopposabilité ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du présent contrat.

Les Taaf et le titulaire conviendront néanmoins que dans une telle hypothèse ils négocieront de bonne foi afin de remplacer la stipulation concernée par une nouvelle stipulation valable, opposable et conforme à leur intention initiale.

18.4 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, et ce notamment si le titulaire n'est pas en mesure d'assurer une commande.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par l'acheteur. Cette décision peut concerner l'ensemble du marché ou le seul bon de commande souffrant d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de 1 mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché ou du bon de commande dans ce délai, le marché est résilié, ou le cas échéant le seul bon de commande annulé, pour faute du titulaire.

18.5 CESSION - NANTISSEMENT

La notification du marché ne comprend pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat. Ce type de document sera délivré sans frais sur demande expresse auprès des Taaf.

Le présent marché ne peut être cédé par le Titulaire sans l'accord exprès de l'Acheteur. Le Titulaire doit en informer par écrit ce dernier, au moins 2 mois avant la date envisagée de cession, par lettre recommandée avec accusé réception.

Sa demande doit être accompagnée d'un ou plusieurs dossiers établis par le ou les repreneurs potentiels précisant les services cédés et les moyens mis en œuvre pour les assurer, leur engagement à poursuivre l'exécution du contrat dans les conditions prévues initialement.

L'Acheteur fait connaître sa position au plus tard le mois suivant la réception de la demande accompagnée des dossiers nécessaires.

Si la cession est acceptée par l'Acheteur, le marché fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau Titulaire.

En cas de refus, l'Acheteur pourra, de plein droit sans indemnité à verser au Titulaire, résilier l'accord-cadre et les bons de commande émis mais non encore exécutés.

18.6 RESPONSABILITE

D'une manière générale, le titulaire assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Le Titulaire est responsable de plein droit à l'égard de l'acheteur public de la bonne exécution des obligations résultant de l'accord-cadre, que ces obligations soient à exécuter par lui-même ou par des sous-traitants, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

Le Titulaire est notamment responsable de tout matériel ou accessoire détérioré ou cassé par son personnel, ou de quelque autre dégradation commise par celui-ci. Le Titulaire assume la totalité du coût de remise en état ou du remplacement nécessaire (fourniture et pose).

L'ensemble du personnel du Titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstances, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés.

18.7 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Cet article est applicable dès lors que le titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques. Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG-FCS et des articles R2142-19 à 27 du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement conjoint d'entreprises, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement¹².

Article 19 ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les contestations qui peuvent naître entre l’Acheteur et le Titulaire au sujet du présent marché seront portées devant le Tribunal Administratif de la Réunion, à défaut d’avoir pu parvenir à un accord amiable (les Parties pourront pour cela saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent).

Article 20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS :

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
4.3	13.3.2
5.1	4.1
5.2	5.2, 6.2, 7.2
6	3.1.2
7.1.1	3.7.2
7.2.4	20.1.2
10	31
11.4	10.1.3
11.5.1	10.2.4
11.8.2	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
15.2	43
15.3	42
16	9

Toutes les stipulations du CCAG-FCS non contredites par les stipulations du présent document sont applicables au présent contrat.

¹² Les articles du CCAG-FCS, traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation peuvent s’appliquer dès lors qu’un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.